



**HAL**  
open science

# Pour une nouvelle conception de la sécurité économique et humaine

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Pour une nouvelle conception de la sécurité économique et humaine. La sécurité, un bien collectif économique et humain indispensable, Université Grenoble Alpes, CESICE, ILERI, 2017. hal-03173172

**HAL Id: hal-03173172**

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03173172v1>

Submitted on 18 Mar 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Pour une nouvelle conception de la sécurité économique et humaine

Jacques Fontanel

La sécurité, un bien collectif économique et humain indispensable

Université Grenoble Alpes, CESICE, ILERI

Grenoble, Paris, 2017

La sécurité est un concept subjectif, aléatoire. Elle ne concerne pas que la défense par les armes, elle doit aussi prendre en compte les questions de santé publique, la satisfaction des besoins fondamentaux des populations et les choix entre l'immédiat et le futur proche ou à long terme. La raréfaction des matières premières et des ressources énergétiques, le maintien d'un air pur et d'eau potable, la désertification, l'utilisation des meilleures terres agricoles pour l'habitat, la pollution chimique, les inégalités sociales et de développement économique territoriaux, le changement de climat, l'aléa moral des firmes multinationales, la pollution, mais aussi la lutte violente pour l'appropriation des ressources rares sont autant de dangers qui s'annoncent et créent une insécurité relative de la vie sur Terre. La construction d'un ou plusieurs indice de sécurité serait utile. La guerre est une situation potentielle encore bien présente dans le monde d'aujourd'hui.

Security is a subjective, uncertain concept. It is not only about defence by arms, it must also take into account issues of public health, the satisfaction of people's basic needs and the choices between the immediate and the near or long-term future. The scarcity of raw materials and energy resources, the maintenance of clean air and drinking water, desertification, the use of the best agricultural land for housing, chemical pollution, social inequalities and territorial economic development, climate change, the moral hazard of multinational firms, pollution, but also the violent struggle for the appropriation of scarce resources are all dangers that are looming and creating relative insecurity for life on Earth. The construction of one or more security indices would be useful. War is still a potential situation in today's world.

Sécurité nationale, guerre, sécurité mondiale, famine, climat, ressources renouvelables, surexploitation de la terre

National security, war, global security, famine, climate, renewable resources, overexploitation of the earth

La sécurité est un concept subjectif, fondé sur des évolutions sociales, physiques et humaines qui rendent son besoin plus ou moins critique selon l'appréciation d'une multitude d'acteurs. Elle est directement concernée par les objectifs politiques et sociétaux des Etats, dans le cadre d'actions économiques et sociales alternatives ou complémentaires. Elle doit prendre en compte le degré de privation des besoins fondamentaux (liberté, nourriture, logement, etc..) et l'importance à accorder au futur (son taux d'actualisation) dans le cadre de sacrifices exigés en échange d'un espoir d'un avenir plus ensoleillé. Les courants de pensée sur le thème de la sécurité s'opposent parfois, entre ceux qui n'ont pas d'estime pour le futur et qui souhaitent une vie sans contraintes et sans égard pour l'avenir (le mouvement « no future »), et ceux qui souhaitent créer de meilleures conditions pour les générations à venir. Les choix entre le présent et l'avenir se posent par exemple pour les matières énergétiques non renouvelables ou pour les nouvelles technologies impliquant des destructions ou des pollutions irréversibles.

L'insécurité ne provient pas seulement des armes et des armées, lesquelles ont aussi vocation à assurer une sécurité à un pays ou à un groupe de pays, par la dissuasion face à tout prédateur ou par la force face à des ennemis qui souhaiteraient imposer un mode de vie, une civilisation, une religion que les citoyens ne souhaitent pas adopter. D'autres versants de l'insécurité existent, souvent négligés. Ainsi, la raréfaction des matières premières et, à plus long terme, des ressources énergétiques interroge sur la capacité de la Terre, dans la configuration inégalitaire économiquement et socialement qui est la sienne aujourd'hui, de réagir sans conflits majeurs. La désertification, l'utilisation des meilleures terres pour l'habitat, la pollution chimique, le changement de climat, l'aléa moral des firmes multinationales désireuses d'éviter de participer aux infrastructures collectives par l'évasion fiscale et soucieuses d'augmenter leurs profits sans prendre en considération les coûts des dommages environnementaux sur la santé des personnes s'invitent à la table du futur de l'humanité. Les cyclones, les « dust storms », l'absence d'eau potable, la pollution, mais aussi la lutte violente pour l'appropriation des ressources rares sont autant de dangers qui s'annoncent sans une forte volonté des gouvernements et des organisations internationales d'y porter remède. La responsabilité des constructeurs automobiles est fortement et cyniquement engagée dans la pollution de l'air, en fournissant des informations inexacts à leurs consommateurs, mais aussi aux Etats qui définissent des lois. Le cas de Volkswagen témoigne du mépris des producteurs d'automobiles concernant la pollution et la santé des populations. Toute opération, même délictueuse, qui améliore les profits est jugée positive et opportune. Les autres concurrents du secteur, de Mitsubishi à Renault, en passant par la plupart des grosses cylindrées allemandes, se sont livrés aussi à des comportements similaires de fourniture d'informations inexacts destinées à

tromper les acheteurs. Dans ce cas, la sécurité des personnes n'est pas respectée, étonnant exemple d'une collusion entre le monde industriel et les contrôleurs qui sont en charge de la vérification. De même, la question des OGM continue de faire débat entre les chercheurs payés par les firmes qui en affirment l'innocuité et les scientifiques qui les condamnent au regard de leurs effets sanitaires et des rendements agricoles présentes et futurs<sup>1</sup>. Les ONG mettent en cause l'indépendance des scientifiques rémunérés par les sociétés qui les produisent.

La sécurité internationale implique le respect d'un développement humain soutenable, soucieux de l'environnement (un bien collectif commun), de l'éradication de l'extrême pauvreté, de la mise en place d'institutions sociales stables rejetant toute discrimination<sup>2</sup>. La croissance des inégalités constitue un facteur de conflits nationaux et internationaux, elle provoque une réaction contre les systèmes dominants, avec tous les effets néfastes des crises violentes aux conclusions incontrôlables. L'internationalisation des systèmes de production conduit à une fragmentation des fonctions commerciales et productives (développement technologique, R & D, distribution, production, marketing). Cette dispersion géographique dans la chaîne logistique n'a pas souvent des justifications économiques autres que celles de permettre à leurs utilisateurs de frauder le fisc ou d'exercer une pression à la baisse des salaires, par une mise en concurrence des Etats, des territoires et des hommes destinée à favoriser les actionnaires.

## **L'Indice de Sécurité de l'Homme**

La construction d'un Indice de Sécurité humaine (Human Security Index), proposé en 2008 et 2010<sup>3</sup>, utilise les composantes de l'Indice de Développement Humain, mais aussi des indices d'équité et d'égalité (Tableau 14).

Un « Social Fabric Index » prend aussi en compte l'environnement, la diversité, l'absence de corruption, les pouvoirs d'information et l'atmosphère pacifique du monde. Cependant, la perception de la sécurité dépend aussi de l'adhésion aux structures sociales et systémiques mises en place. Dans ce cadre, un consensus objectif modifie le comportement des gouvernements, plus

---

<sup>1</sup> La polémique concernant les ONG a été relancée par l'Académie américaine des sciences qui ne relève pas d'influence négative des OGM sur la santé des hommes, contrairement aux études faites par le Centre International de Recherche sur le Cancer. The National Academies of Sciences, Engineering, Medicine (2016), *A science-based look at genetically engineered crops*, May 17, <https://nas-sites.org/ge-crops/>

<sup>2</sup> Bensaï-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), *Les organisations non gouvernementales. L'homme au cœur d'une mondialisation solidaire*, Paris. Collection « La Librairie des Humanités ». L'Harmattan.

<sup>3</sup> Hastings, D.A (2009), *From Human Development to Human Security: A Prototype Human Security Index*. United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific Working Paper WP/09/03., <http://www.unescap.org/publications/detail.asp?id=1345>. Hastings, D. A., 2010. *The Human Security Index: An update and a new release*. GIS0IDEAS. <http://wgrass.media.osaka-cu.ac.jp/gisideas10/viewabstract.php?id=381>  
Hastings, D.A. (2012), *Human Security Index: An Update and a New release*, [http://www.humansecurityindex.org/wordpress/wp-content/uploads/2012/02/hsiv2-documentation-report1\\_1.pdf](http://www.humansecurityindex.org/wordpress/wp-content/uploads/2012/02/hsiv2-documentation-report1_1.pdf).

soucieux dès lors de mettre en place des rapports conviviaux avec le reste du monde. La sécurité sociétale fait référence à la culture, aux valeurs religieuses, à la langue commune mais aussi à l'identité nationale. Elle pose la question cruciale de la survivance des communautés traditionnelles.

Tableau 1 : Construction de l'indice de Sécurité de l'homme<sup>4</sup>

Indices économiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- PIB par habitant (en PPA)</li> <li>- Distribution des revenus (coefficient de Gini)</li> <li>- Réserves de devises (en % des importations)</li> <li>- Dette extérieure (en % du PIB)</li> <li>- Balance courante ( en % du PIB)</li> <li>- Livraison/financement santé</li> <li>- Taux d'épargne national (en % PIB)</li> </ul>
Indices environnementaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Indice de vulnérabilité environnementale</li> <li>- Indice de performance environnementale</li> <li>- Effet de serre des émissions de gaz</li> <li>- Taux de croissance de la population (2010-2050)</li> </ul>
Indices sociaux et sociétaux	<p><b>Education et pouvoir d'information</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux alphabétisation</li> <li>- Indices de connections (téléphones fixes, mobiles, internet par habitant)</li> <li>- Indice liberté de la presse</li> </ul> <p><b>Diversité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Indice d'écartés liés au genre</li> </ul> <p><b>Paix</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Indice global de Paix</li> <li>- Population emprisonnée</li> <li>- Echelle de terreur politique</li> </ul> <p><b>Sécurité alimentaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- % de personnes insuffisamment nourries</li> <li>- % de personnes sous le niveau local de pauvreté</li> <li>- % de personnes en situation d'insécurité alimentaire</li> <li>- % de terres productives par habitant</li> <li>- Changement de superficies des terres productives entre 2000 et 1960.</li> </ul> <p><b>Santé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Espérance de vie à la naissance</li> <li>- % d'espérance de vie en mauvaise santé</li> <li>- % de personnes disposant d'eau potable</li> <li>- Egalité devant la santé</li> </ul> <p><b>Gouvernance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stabilité politique, pas de violence</li> <li>- Contrôle de la corruption illégale</li> <li>- Corruption légale</li> </ul>

<sup>4</sup> Sur la base du Tableau de Hastings, D.A. (2012), Op. Cit.

L'Indice de Sécurité de l'Homme est difficile à élaborer, car il souffre d'une absence de consensus sur les indicateurs internes, la qualité des informations et leur interprétation. Cependant, il offre une vision approximative, mais aussi évolutive, du sentiment de sécurité qui domine dans le monde et à l'intérieur des Nations. La construction de l'indice comprend plusieurs indicateurs de nature sociale, environnementale et économique. On constate que les considérants politiques, géopolitiques et stratégiques sont relativement peu présents pour mettre en évidence la propension aux conflits armés nationaux ou internationaux. Cependant, depuis un demi siècle, les victimes de la faim ou des problèmes sociaux ont été beaucoup plus importantes que celles qui ont succombé aux guerres civiles et militaires.

Le Global Peace Index mesure, quant à lui, la capacité d'un pays à promouvoir la paix. La Nouvelle Zélande, le Danemark, la Norvège, l'Islande, l'Autriche, la Suède, le Japon, la Canada, la Finlande et la Slovénie sont les pays jugés les plus pacifiques dans leurs comportements et leurs politiques concrètes. Cette analyse, intéressante en soi, n'est cependant pas toujours suffisamment précise. Elle ne prend pas en compte les menaces réelles des pays (la Nouvelle-Zélande ou l'Islande sont peu menacées, géographiquement, par leurs voisins), ni des protections indirectes dont bénéficient certains pays qui n'appartiennent pas à des alliances militaires mais qui en bénéficient comme d'une aménité positive. Ainsi, les pays scandinaves ou l'Autriche se savent indirectement protégés par les Alliances qui les entourent, et qui font d'eux, parfois à leur corps défendant, des « free riders », des « passagers clandestins » ou des resquilleurs des coûts relatifs à la sécurité internationale ou régionale.

### **La recherche des inégalités, au cœur des conflits et des guerres**

La sécurité internationale et le développement économique mondial sont profondément interconnectés. La sécurité et le développement humain mettent la notion de « welfare » (de tous et de chacun) au cœur des actions coordonnées des hommes. Dans ces conditions, une analyse multidimensionnelle est fructueuse. Sans sécurité des hommes, le développement économique est remis en cause ; sans essor économique suffisant les choix humains et la qualité de vie des individus sont mis en situation de concurrence excessive, favorisant ainsi l'émergence de zones et occasions de conflits. Les marchés ont besoin de sécurité pour des échanges économiques rapides et efficaces, ils ont besoin d'arbitres et de juges pour gérer les conflits commerciaux et d'une police capable de faire cesser les activités illégales ou la violence.

Pour la sécurité économique, les inégalités et la pauvreté sont les racines de la vulnérabilité individuelle de l'homme. Elle doit présenter une réponse adaptée et immédiate aux menaces de famine qui apparaissent alors même qu'aucun droit n'a été violé. Dans ce contexte, des zones de développement profondément inégalitaires provoquent des situations conflictuelles, étant

entendu que la pauvreté n'est qu'un concept relatif et comparatif. Si l'étendue mondiale de la misère et de la famine s'est réduite, la pauvreté s'est installée partout dans le monde. Or, cette situation est susceptible de devenir contestataire, virulente, notamment lorsqu'elle est perçue comme le résultat d'inégalités injustifiées et fondées sur un système social et mondial inéquitable, favorisant la prédation légale ou des règles de fonctionnement qui enrichissent les uns en appauvrissant inéluctablement les autres. Pour Amartya Sen<sup>5</sup>, il faut prêter autant attention aux inégalités concernant la distribution des libertés, des droits de l'homme, des « entitlements » et de leurs « capabilities » qu'à celles des revenus.

La notion de sécurité est souvent conçue comme un bien public sous la responsabilité des autorités étatiques, lesquelles protègent les frontières, construisent les institutions, dictent les lois et les règles collectives et définissent les stratégies sécuritaires de la Nation. La notion de défense nationale fait référence aux efforts accomplis pour dissuader une tentative d'invasion d'un ennemi potentiel et pour défendre les intérêts collectifs de la Nation (parfois même en intégrant l'idée d'une hégémonie politique internationale ou régionale). Aujourd'hui, avec leurs actions militaires à l'extérieur, les Etats-Unis sont souvent accusés d'actions impérialistes, avec, en retour, l'émergence d'un « choc des civilisations »<sup>6</sup>. Les objectifs des actions militaires ont été reconsidérés, de la traditionnelle prédation et recherche d'hégémonie « in situ », à la défense des intérêts économiques, politiques et sécuritaires, notamment face au terrorisme. L'Etat a pour fonction sécuritaire de protéger la Nation des agressions internationales, environnementales, économiques, mais aussi sociales, parfois en relation étroite avec les organisations internationales, continentales ou régionales spécialisées. Les alliances et accords négociés participent normalement à améliorer la sécurité internationale, sauf lorsqu'ils sont manifestement en opposition avec une ou plusieurs autres Parties. La volonté du gouvernement de l'Ukraine de se rapprocher à la fois de l'Union européenne et de l'OTAN a provoqué la crise de Crimée et du Donbass<sup>7</sup>.

Il faut distinguer la prévention de la protection<sup>8</sup>. Un équipement assurant la sécurité afin de réduire une menace particulière peut se faire au détriment d'autres objectifs de défense, et produire, in fine, « une externalité négative ». La protection d'un site particulier a un coût qui réduit le potentiel de défense d'un autre site, opération qui accroît de fait l'insécurité totale. Ces opérations sont susceptibles d'altérer la réaction des agents face au risque et de favoriser

---

<sup>5</sup> Sen, A. (1981). *Poverty and famines: An essay on entitlement and deprivation*. Oxford: Oxford University Press.

<sup>6</sup> Sen, A. (2003), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations ?* in « Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes ». Sous la direction de Jacques Fontanel, Collection Débats, PUG, Grenoble.

<sup>7</sup> Brunat, E., Fontanel, J. (2015), *La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie*, in « Union européenne-Russie : une relation particulière », sous la direction de Eric Brunat, Georges-Henrin Soutou et Frédéric Turpin, Université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire LLSETI, Chambéry.

<sup>8</sup> Sandler, T. (2003), *Collective action and transnational terrorism*, *The World Economy*, (26 (6), 779-802.

« l'aléa moral ». La question principale porte sur les priorités concernant les menaces sécuritaires, entre l'effort militaire, le contrôle d'une vie nationale pacifiée, l'effort économique collectif et le respect des droits de l'homme.

Le dilemme « beurre ou canons » reste encore d'actualité au plan mondial. Aujourd'hui, les dépenses militaires sont vingt fois supérieures à l'aide internationale et aux opérations onusiennes du maintien de la paix. Un agenda international devrait être mis en place dans le cadre d'une négociation impliquant les organisations internationales, les Etats, les ONG, les entreprises privées, les institutions financières, des scientifiques et des représentants de citoyens en vue de comprendre et réduire les menaces de conflits dans le monde. Cette solution se heurte évidemment aux intérêts divergents, au populisme, au choc des civilisations, aux guerres des religions. Les institutions financières ont une influence non négligeable sur l'évolution économique des pays les plus pauvres. Elles ont souvent été plus concernées par les programmes structurels de développement qui ont plus contribué à justifier le développement des inégalités et à favoriser la prévention des conflits internes et externes des pays<sup>9</sup>. Aujourd'hui, elles sont plus attentives à l'importance des dépenses militaires dans leurs choix. Cependant, il est toujours difficile pour des experts économiques de déterminer le niveau optimal de sécurité internationale, au regard de la complexité de la quantification de valeurs et préférences subjectives, de l'analyse des coûts et bénéfices de la sécurité globale, des gains privés ou publics résultant d'une décision et des impacts indirects ou directs perçus. En outre, l'insécurité économique est prônée dans les sociétés modernes, avec la compétition des agents économiques et les relations de pouvoir revendiquées.

L'idée d'une « sécurité des hommes » suppose une action collective destinée à lutter contre les grandes vulnérabilités qui concernent aussi bien les individus que les Etats. Le « recentrage » du concept de sécurité sur l'homme implique des études multidisciplinaires, associant des réflexions profondes sur les droits de l'homme, les rapports de puissance des Etats, l'organisation mondiale de l'économie et des forces militaires, les relations diplomatiques mondiales et la lutte continue contre la pauvreté, la précarité, le respect des convictions laïques ou religieuses et le refus de l'intolérance.

### **Le monopole de l'économie de marché n'est pas une garantie de paix**

Dans le cadre du capitalisme, la société économique provoque des oppositions d'intérêts, au moins dans le court et moyen termes. L'Etat se doit d'organiser cette société en vue d'assurer un degré de sécurité suffisant dans la vie des citoyens, même au prix de certains entorses au regard du principe

---

<sup>9</sup> Kauffmann, M. (2006). Gouvernance économique mondiale et conflits armés. Banque mondiale, FMI et GATT-OMC. L'Harmattan, Paris: Collection La Librairie des Humanités.



fondamental de la concurrence, afin de maintenir une situation globale de « welfare » suffisant pour réduire le potentiel d'émeutes ou de conflits entre les groupes sociaux, en assurant des emplois rémunérateurs et des procédures sociales de complément afin de réduire les formes de précarité de revenus et devant la vieillesse et la maladie. Pour l'ONU, l'accès au travail, à la protection médicale, à la perception d'un revenu décent, à une nutrition satisfaisante, à un niveau d'éducation, à l'eau courante ou à l'air pur, le respect des ethnies et des droits de l'homme, la protection contre toute forme de violence sont des besoins essentiels qui ne sont pas satisfaits au moins pour une bonne moitié de l'humanité. Sans un contrôle des inégalités réelles des droits des personnes, les tensions entre les classes sociales, les violences ethniques ou religieuses, les conflits sociaux constituent des germes de guerres civiles, sociales, régionales ou internationales.

Pour de nombreux théoriciens libéraux, l'interdépendance économique proposée par la globalisation est sensée apporter des bénéfices en termes de sécurité. Ils considèrent cependant que le développement économique d'un pays implique des sacrifices sociaux en termes d'environnement, d'emplois, de santé ou d'éducation. Cette thèse n'est pourtant pas toujours vérifiée par les résultats sociaux à long terme. Quand les pays émergents redressent leur économie et créent une classe moyenne, dans le même temps la pauvreté s'invite à nouveau dans les pays développés et s'élargit dans les pays en développement. Le développement économique et la sécurité sont inextricablement liés, car le progrès de l'un est favorable à l'essor de l'autre, au moins à court terme. Le bien-être renforce la stabilité et la sécurité humaine. Plusieurs questions mériteraient d'être posées sans a priori :

- L'intervention humanitaire d'un pays à l'encontre d'un gouvernement d'un autre pays pose débat, car les expériences de cette dernière décennie ne sont guère exemplaires et concluantes. D'autres modalités d'action seraient sans doute à inventer pour une meilleure efficacité.
- La qualité de la « soutenabilité » du développement tout en améliorant la vie économique, sociale et communautaire<sup>10</sup> d'aujourd'hui est un vrai défi. Faut-il immédiatement l'engager, souvent contre les pouvoirs en place, avec les risques de conflits plus ou moins violents ? Comment expliquer aux pays émergents et aux pays les plus pauvres que le type de développement économique dominant ne leur sera plus applicable au regard des raretés nouvelles des consommations intermédiaires qui vont inéluctablement s'inviter à plus ou moins long terme ?
- La notion de sécurité humaine est plus centrée sur les personnes que sur les responsabilités des Etats, elle doit faire appel à un juste milieu entre les droits individuels et le respect des considérations collectives. Or, le choix entre la sécurité et la liberté économique n'est pas toujours évident, car de hauts niveaux

---

<sup>10</sup> Galbraith, J. (2015), Economists for Peace & Security, Newsletter, Volume 27, Issue 1, March 2015

de contrôles publics menacent parfois les résultats économiques. Quel est le niveau d'intervention satisfaisant, capable de concilier les deux exigences ?

- L'économie de réseaux implique une recherche optimale de sécurité, car les vulnérabilités économiques se sont élargies. Quelles sont les actions collectives à entreprendre ?

L'économie ne se limite pas aux résultats de la science économique, laquelle traite trop souvent du très court terme ou du très long terme. Les substrats philosophiques, politiques et religieux sont escamotés. Il ne s'agit pas toujours de « plus produire », de « mieux produire », mais plutôt de « produire pour tous ». Il est nécessaire de respecter les fondements même de la vie collective, à savoir nourrir les hommes, soigner les malades et libérer tous les esclaves, ceux qui n'ont d'autre liberté que celle d'accroître celle des autres<sup>11</sup>. Il faut ajouter la sécurité physique, économique et philosophique des hommes. Cette dimension est aujourd'hui menacée au regard de l'anxiété qui accompagne l'homme moderne concernant ses capacités à agir et son potentiel de vie sociale. La croissance économique d'aujourd'hui est grande consommatrice des richesses de la Terre, lesquelles ne sont pas toujours renouvelables. Il va falloir concevoir un nouveau type de développement économique ou de nouveaux modes de vie. L'innovation des hommes est toujours aussi affirmée, mais elle produit elles-mêmes d'autres goulots d'étranglement qui repoussent les problèmes à des dates ultérieures. Sans une réduction claire des inégalités, la sécurité mondiale sera de plus en plus menacée. L'essor des armes d'attaque que les moyens de défense sont encore incapables de contenir constitue une menace incontestable à la sécurité mondiale. Avec les armes de destruction massive, une simple attaque produirait un cataclysme. Et dans ce cas, les partisans du « no future » auraient alors eu raison avant l'heure.

La globalisation et l'universalité ne marchent pas à l'unisson, ces deux processus sont même parfois opposés. La globalisation concerne les marchés, les technologies, les autoroutes de l'information, le tourisme et la distribution des richesses. L'universalité concerne les droits de l'homme, les valeurs démocratiques, l'essor des libertés ou la diversité et la conjonction des cultures. Selon Baudrillard, la force du processus de globalisation d'aujourd'hui menace l'universalité dans la diversité des pensées et dans le respect d'épanouissement de chaque société et individu. Les pulsions guerrières sont alimentées par une concurrence sauvage des entreprises, laquelle est relayée par des Etats gouvernés par des groupes d'intérêts économiques et politiques influents, sous le voile d'une démocratie « orientée ». La guerre reste encore bien présente dans l'humanité souffrante. William Shakespeare rappelait en son temps (*The Tempest*), « l'enfer n'existe pas, tous les démons sont ici-bas ».

---

<sup>11</sup> Perroux, F. (1952), Note sur les coûts de l'homme, *Economie Appliquée*, Paris.

## Bibliographie

- Bensahel, L., Fontanel, J. (1992), La guerre économique , ARES, Vol XIII, 4, Grenoble, 1992, (42 pages).
- Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales. L'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, Paris. L'Harmattan.
- Brunat, E., Fontanel, J. (2015), La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie, in « Union européenne-Russie : une relation particulière , Université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire LLSETI, Chambéry.
- Colard, D., Guilhaudis, J.F, Fontanel, J. (1981), Le désarmement pour le développement. Un pari difficile, Les Sept Epées, Stratégique, Paris.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament : A century of economic thought, Defence and Peace Economics (14(3).
- Di Ruzza, R., Fontanel, J. (1994), Dix débats en économie politique, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J., Arrow, K. , Klein, L., Sen ; A. (2003), Civilisations, globalisation et guerre, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble
- Fontanel, J. (2010), Un concept élargi de la sécurité économique, in Economie politique de la sécurité internationale, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, pays filous ? La fuite organisée des impôts vers les pays complices, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, pays filous ? La fuite organisée des impôts vers les pays complices, L'Harmattan, Paris.
- Galbraith, J. (2015), Economists for Peace & Security, Newsletter, Volume 27, Issue 1, March 2015.
- Hastings, D.A (2009).,From Human Development to Human Security: A Prototype Human Security Index. United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific Working Paper WP/09/03., <http://www.unescap.org/publications/detail.asp?id=1345> .
- Hastings, D. A., 2010. The Human Security Index: An update and a new release. GIS0IDEAS. <http://wgrass.media.osaka-cu.ac.jp/gisideas10/viewabstract.php?id=381>
- Hastings, D.A. (2012), Human Security Index : An Update and a New release, [http://www.humansecurityindex.org/wordpress/wp-content/uploads/2012/02/hsiv2-documentation-report1\\_1.pdf](http://www.humansecurityindex.org/wordpress/wp-content/uploads/2012/02/hsiv2-documentation-report1_1.pdf).
- Kauffmann, M. (2006). Gouvernance économique mondiale et conflits armés. Banque mondiale, FMI et GATT-OMC. L'Harmattan, Paris: Collection La Librairie des Humanités..
- Matteudi, E. ? Fontanel, J. (2015), L'action e l'OMC et de la CNUCED favorise-t-elle la r »éducation de la pauvreté dans le monde ? Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI. 16.
- Perroux, F. (1952), Note sur les coûts de l'homme, Economie Appliquée, Paris.
- Sandler, T. (2003), Collective action and transnational terrorism, The World Economy, (26 (6), 779-802.
- Sen, A. (1981). Poverty and famines: An essay on entitlement and deprivation. Oxford: Oxford University Press.
- Sen, A. (2003), Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations ? in « Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes ». Sous la direction de Jacques Fontanel, Collection Débats, PUG, Grenoble.
- Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of nations, in War, peace and security, Emerald.